



La Commune



Les abstentionnistes : le premier parti de France

Chronique d'une fin de régime

Dès le lendemain des élections présidentielles, Jacques Chirac décide et tranche. Jean-Pierre Raffarin est nommé Premier ministre à la tête d'un gouvernement " d'action " et de " mission " dominé par les fidèles de Jacques Chirac, ouvert à des personnalités de la " société civile " tels Francis Mer, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (vice-président du CNPF en 1996 et 1997, coprésident du géant sidérurgique Arcelor, cosignataire d'articles avec Nicole Notat pour laquelle il a une grande estime, il a, de 1986 à 2001, restructuré la sidérurgie française en supprimant 70 000 emplois) ou Luc Ferry, ministre de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche, qui a présidé pendant huit ans, avec trois ministres successifs - François Bayrou, Claude Allègre et Jack Lang - le Conseil national des programmes. Autre membre du gouvernement, Renaud Donnedieu de Vabres, ministre délégué aux Affaires européennes mis en examen depuis 1998 pour " blanchiment " et " infraction à la législation sur les partis politiques ".

Flashballs et service minimum

Voilà pour la continuité de la politique que Jacques Chirac entend poursuivre. Quant aux missions assignées, Jean-Pierre Raffarin en donne le cadre : deux lois de programmation sur la sécurité et la justice seront examinées par le Parlement réuni en session extraordinaire dès le mois de juillet et, " dès l'automne, une grande réforme de décentralisation " sera entreprise, puis " nous serons prêts au premier semestre 2003 pour les réformes du dialogue social ". Le contenu de ce dernier point prend un éclairage particulier avec cette déclaration de Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux Transports : " Nous souhaitons arriver à un système, dans les mois à venir, dans lequel, lorsqu'il y a conflit, les trains circulent le matin et le soir pour permettre aux gens d'aller travailler. " La crise économique et sociale a continué de plus belle. De mai 2001 à avril 2002, on a compté 148 000 chômeurs de plus ; pendant la même période, les licenciements ont augmenté de 56,4 % et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a subi une hausse de 15 %. " A Amiens, ville de Gilles de Robien, ministre des Transports et de l'Equipement, l'entreprise Whirlpool a confirmé le transfert d'une partie de son activité en Slovaquie, entraînant la disparition de 360 emplois sur 860. A Soissons, le secrétaire d'état aux PME, Renaud Dutreil, est confronté à la fermeture de quatre entreprises (623 emplois). A Evreux, ville de Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, une entreprise finlandaise s'en va laissant sur le carreau 550 salariés. A Biache (Pas-de-Calais), le site sidérurgique de Sollac (423 salariés) doit fermer ses portes, sur décision du groupe Arcelor que présidait Francis Mer, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie " (Le Monde).

L'hommage à Nicole Notat

Alors que le congrès de la CFDT bat son plein, Alain Juppé donne son appréciation sur Nicole Notat, un moment pressentie pour faire partie du nouveau gouvernement : " Nous avons entretenu des relations de travail fondées, je crois, sur un sentiment d'estime réciproque... Ce que j'apprécie sans doute le plus chez elle, c'est la clarté de ses choix, puis cette attitude faite de courage et surtout de loyauté qui la conduit à tenir bon. C'est ce qu'elle a fait, à la fin de 1995, lors de la réforme de l'assurance-maladie et de la Sécurité sociale... Elle l'a soutenue et elle a tenu bon... Quand on parle du renouvellement de la classe politique et son ouverture à des représentants de la société civile, de la vie associative ou syndicale, on pense évidemment à quelqu'un comme madame Notat. " Dans son discours de clôture, abordant le problème des retraites, celle-ci témoigne du soutien qu'elle entend apporter au gouvernement Raffarin : " Prôner le retour aux 37 ans et demi dans le privé, c'est se résigner - sans le dire - à une baisse drastique des retraites demain (...). A l'évidence, la durée des cotisations sera sur la table de négociation (...). Si le slogan devait être "touche pas à ma durée de cotise", alors il faudrait s'attendre à ce que (...) ce soient les niveaux des pensions, des salaires et de l'emploi qui trinquent à moyen terme. " Dans une interview donnée au Monde, François Hollande déclare : " Le socle sur lequel nous posons nos nouveaux engagements reste l'action menée par Lionel Jospin depuis 1997, même si nous avons tiré des leçons du scrutin présidentiel. " Le programme législatif adopté par le conseil national du PS à l'unanimité entend " amplifier " les changements impulsés par le gouvernement de Lionel Jospin. Revenant sur l'appel à voter Jacques Chirac, François Hollande persiste : " Il en sera de même chaque fois qu'il y aura une menace d'extrême droite. " Ce qui a été fait pour permettre l'élection de Thierry Mariani, candidat UMP à Orange, ancien élève du petit séminaire d'Avignon puis de l'école militaire d'Aix-en-Provence, anti-pacs, qui est pour la double peine et l'expulsion des sans-papiers. Défenseur de l'ordre, " si c'est la droite, elle aura tous les pouvoirs. Si c'est la gauche, elle respectera la Constitution " contre " le risque majeur (...) qui n'est pas dans l'ordre institutionnel mais dans le désordre social ". Le Premier secrétaire du PS s'exclame : " Ce serait un comble que les plus modestes fassent crédit à un gouvernement qui veut faire le bonheur de ceux qui les exploitent. "

Cohn Bendit soutient le général Morillon et le PCF fait le dos rond

François Bayrou, qui résiste au rouleau compresseur de l'UMP en dépit de toutes les défections, ne compte plus qu'une quinzaine de députés à ses côtés sur les 57 qui sollicitent un renouvellement de leur mandat. Il reçoit pourtant l'appui de Cohn Bendit qui demande à la gauche de l'aider en soutenant la candidature UDF du général Morillon à Versailles. Pour le PCF, " La tonalité générale place du Colonel-Fabien c'est : faisons le gros dos, prions pour que les bastions résistent et pour que Robert soit élu à Argenteuil - en raison du poids symbolique qu'aurait sa défaite - et ce sera déjà une petite victoire. " Pour finir, Jacques Chirac prend la parole le 5 juin : " Ce grand mouvement auquel nous avons assisté quand, tout d'un coup, entre les deux tours de la présidentielle on a eu le sentiment que les valeurs essentielles de la République étaient en danger, ce mouvement ne doit pas purement et simplement aujourd'hui s'effacer. Il faut voter. "

Au soir du premier tour, les abstentions (35,59 %) et les bulletins blancs ou nuls (1,36 %) s'élèvent à 15 139 128, soit 36,95 % des inscrits, un record absolu aux élections législatives depuis l'établissement de la République en 1870. Le Figaro du mardi 11 juin analyse ce résultat sous le titre : " l'abstentionniste type est jeune, ouvrier et de gauche. " Dans la tranche d'âge des 18 à 34 ans, l'abstention atteint et dépasse 50 %. Tandis que dans les circonscriptions populaires, par exemple dans les départements de la proche banlieue parisienne, elle dépasse 40 %. " l'ampleur de l'abstention est telle qu'il sera en effet difficile à la majorité annoncée de faire comme si rien n'était, comme si rien ne s'était passé, d'oublier que l'atmosphère reste socialement explosive ", note Libération. Tandis que François Fillon constate : " La victoire de la droite n'efface pas les causes de la crise et le taux d'abstention très élevé nous rappelle la fragilité de notre situation. "

Cette inquiétude légitime, partagée par Jacques Chirac, explique sa consigne de modestie d'entre les deux tours, relayée par Jean-Pierre Raffarin et ceci en dépit de l'écrasante victoire en sièges pour l'UMP, le nouveau parti du président, qui tiendra ses assises de fondation à l'automne prochain sous la houlette d'Alain Juppé. Pour le PS, qui subit une grave défaite, relevons ces propos du Monde qui résume bien la situation : " Le pire ennemi de Mme Aubry n'est pas le vote d'extrême droite ni même la modestie du score de ses alliés. La menace vient de l'abstention, qui a atteint des sommets dans le Nord, catalogué comme un bastion socialiste : 37,53 % dans la cinquième circonscription et jusqu'à 46,19 % dans la première où se présente Bernard Roman (PS), l'un de ses adjoints à la mairie (...). Un autre obstacle, et non des moindres, que doit franchir Mme Aubry : l'effet 35 heures. La loi la plus emblématique de la gauche est aujourd'hui critiquée. Pire : elle est parfois vécue, dans l'électorat populaire, comme une preuve d'éloignement du PS. " Le prétendu danger du FN, brandi pour permettre l'élection-plébiscite de Jacques Chirac, est balayé. Le FN revient à son score de 1993. Et tandis que le PCF perd la moitié de ses voix de 1997, le Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement est mort-né et les Verts, qui prétendaient être la deuxième force de la gauche gouvernementale, doivent en rabattre.

Les records sont faits pour être battus

Les appels au vote du président de la République, repris en particulier par François Hollande, n'ont pas été entendus. L'abstention a grimpé de 3 points, établissant un nouveau record (39,71 %), sans compter les bulletins blancs ou nuls qui représentent 4,36 % (18 circonscriptions comptent plus de 50 % d'abstentions). C'est la débâcle pour ceux qui ont gouverné le pays depuis 1997. Le PS perd 147 députés, les Verts passent de 7 à 3, le PRG de 12 à 8, le Pôle républicain de 7 à 0, le PCF de 35 à 21. Triste bilan, mais combien mérité, pour la " gauche plurielle ". Robert Hue n'est pas réélu et ne doit la conservation du groupe PCF à l'Assemblée nationale qu'à sa mise sous perfusion par le PS. Jean-Pierre Chevènement, élu depuis 1973, qui se positionnait pour être le deuxième homme à l'élection présidentielle, est éliminé et son pôle républicain n'est, en fait, qu'une petite nécropole. Dominique Voynet, leader des Verts, est battue. La liste est trop longue des " éléphants " du PS qui disparaissent dans la défaite. Relevons les ex-ministres, Pierre Moscovici, Florence Parly, Catherine Trautman, Catherine Tasca, Marie-Noëlle Lieneman, sans oublier, dernière et non la moindre, Martine Aubry. " Martine est une battante à gauche, ce qu'il lui arrive n'est pas mérité ", regrette Gérard Filoche (Gauche socialiste) dans Libération. Il ajoute : " Implicitement, ce parti qui ne prononce déjà plus le nom de Jospin, a compris que la défaite d'Aubry, prétendante à l'avenir, n'est pas de bon augure. " François Bayrou sauve ses meubles en conservant un groupe parlementaire, une toute petite voix face aux 369 députés de l'UMP dont le député européen Jean-Louis Borlanges prédit qu'elle " porte le germe de son implosion future ". Le FN, avec 11,24 % des voix au premier tour reste en dehors de l'Assemblée nationale et Jean-Marie Le Pen augure : " A force de voler de record en record, d'abstentions s'entend, Chirac va finir tout seul. " Jean-Pierre Raffarin, conscient que " les élections n'effacent pas les problèmes ", va avoir l'occasion de s'entretenir sur ce sujet avec José María Aznar, les 20 et 21 juin à Séville, à l'occasion du sommet européen auquel il participera en compagnie de Jacques Chirac. Le 15 juin, une manifestation de 100 000 Basques a parcouru les rues de Bilbao contre la loi visant à mettre hors-la-loi le parti Batasuna et le 20 juin, l'UGT et les Commissions ouvrières appellent à la grève générale contre la réforme des allocations chômage. C'est de l'avenir de Jacques Chirac et de Jean-Pierre Raffarin qu'il s'agit.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »